

OSONS DIRE, OSONS FAIRE

*Faire de la France
la première puissance
en Europe*

Manifeste de
François Fillon
pour la France



DEPUIS 2 ans, je travaille sans relâche avec une équipe de plus de 200 personnes de tous horizons à construire un programme de réformes pour rendre à la France la maîtrise de son destin. J'ai parcouru notre pays, loin des media, à votre écoute pour entendre vos préoccupations, vos aspirations et construire un projet de société qui réponde à vos attentes et soit à la hauteur de défis que la France doit affronter. Education, économie, Europe, finances publiques, immigration, logement, apprentissage, numérique : au fil des mois j'ai présenté des propositions de fond, concrètes, sur chacun de ces sujets pour bâtir la France de demain et retrouver le chemin du succès. Je vais continuer ce travail avec vous en proposant, dans les prochains mois, des réformes sur la santé, l'entrepreneuriat, la politique énergétique, la solidarité, la sécurité, la justice, la ruralité, la culture.

Mon ambition, notre ambition : la réussite de chacun et la puissance retrouvée de la France. Aujourd'hui, ce manifeste pose les bases du projet de société que je vous propose pour que chacun ait la liberté de réussir ce qu'il entreprend, à la hauteur de ses talents et de ses efforts, et que la France renoue avec son destin et devienne à horizon de dix ans la première puissance en Europe. Il met mes propositions de réformes en perspective et leur donne sens. Il explique pourquoi nous devons nous engager sans plus attendre dans cette démarche exigeante et courageuse.

C'est une première étape. En 2016 je vous communiquerai un projet complet, détaillé et chiffré que je défendrai en novembre lors de la primaire, afin que vous ayez le choix que vous méritez et auquel vous aspirez, en toute connaissance de cause : sur le fond, sur l'action, pas sur les postures.

Il ne s'agit plus de se contenter de slogans ou de parler de réformes, il faut avoir le courage de les faire, ensemble, pour reprendre le contrôle de notre avenir. Faire ces réformes, c'est l'engagement que je prends devant vous. C'est à vous d'en décider : la primaire de 2016 vous donne une première occasion de faire connaître votre choix.

François Fillon



OSONS DIRE

La France est en train de passer à côté de son destin

La France est en train de passer à côté de son destin. Elle a besoin d'être réformée, en profondeur, pas seulement en paroles mais en actes. Ce constat, je sais que vous le partagez. Depuis deux ans, vous ne cessez de m'alerter dans les entreprises, les ateliers, les écoles, les universités, les hôpitaux, les quartiers, les campagnes... Tant d'énergies bridées, d'initiatives découragées, de dogmes assénés par un gouvernement de gauche qui fuit ses responsabilités et se résigne à la lente faillite de la France et de nos idéaux.

Ma première exigence, c'est l'épreuve de vérité sur l'état de la France. Tout au long de ma vie politique j'ai honoré cette exigence de vérité envers vous. Je sais que vous ne tolérerez rien d'autre.

Il y a des gens que la vérité effraie. Pas moi, pas vous.

Refusons la politique au gré du sondage du jour, la communication des slogans. Les politiques devraient moins penser à ce qu'ils peuvent dire pour flatter l'opinion en vue d'une prochaine élection et plus à ce qu'ils doivent faire pour vous et pour l'avenir de la France.

Pour mieux vous assommer d'impôts et de réglementations, la gauche vous a noyés de discours sur le vivre ensemble, la mixité sociale, le ré-enchantement, le pacte de responsabilité, les emplois d'avenir, le choc de simplification, l'inversion de la courbe du chômage. Autant de concepts ineptes imaginés par des communicants qui ne connaissent pas la réalité quotidienne des Françaises et des Français. Faute d'action et de convictions, François Hollande se consacre à une perpétuelle commémoration. C'est bientôt l'économie française qu'il fera entrer au Panthéon, la rose au poing.

Car depuis trois ans, tout a été fait contre : contre les classes moyennes surtaxées, contre les entrepreneurs stigmatisés, contre les jeunes promis au chômage ou aux emplois aidés, contre les agriculteurs abandonnés, contre les immigrés attirés vers une France promise par idéologie simpliste ... Osons dire la vérité telle que vous la vivez : la France dérive, sans capitaine, sans voile, sans vent...

- le chômage de masse écrase des générations entières ; le nombre de demandeurs d'emploi s'est accru de 650 000 depuis l'arrivée au pouvoir de François Hollande ;
- la dette entrave la souveraineté du pays et hypothèque l'avenir de nos enfants ; elle a augmenté de plus de 230 milliards d'euros depuis mai 2012 ;
- les comptes sociaux sont en déficit, ruinant notre modèle social ;
- les retraites ne sont plus garanties ;
- l'économie est étouffée par les carcans réglementaires, fiscaux, sociaux et par le principe de précaution ;
- les entrepreneurs, les investisseurs, les actionnaires sont stigmatisés ;
- les agriculteurs sont au bord de la faillite ;
- l'éducation est aux abois : enferrée dans le pédagogisme soixante-huitard, elle ne prépare plus les jeunes à l'accès à un métier et dévalorise les enseignants ;
- la société fragilisée n'est plus en mesure d'intégrer de nouveaux immigrés dans le creuset français ;
- on ne cesse de vous demander des sacrifices au nom d'une incantation réformiste de façade qui ne donne jamais aucun résultat dans votre vie quotidienne.

La gauche n'est pas responsable de tous nos maux, mais en trois ans elle a enfoncé le pays dans le marasme. Arrivée au pouvoir en une période de profonde mutation de l'économie mondiale, elle a nié celle-ci pour appliquer sa doctrine passéiste et immobiliste. En augmentant les prélèvements, elle a entravé l'économie quand il fallait au contraire la soutenir et la stimuler par l'allègement des charges. Face au désastre, un Premier ministre communicant s'agite, suscitant la fronde d'une partie de son camp, pour donner l'illusion d'un changement de cap en tentant de tourner le dos au socialisme obsolète du siècle dernier. Pendant ce temps, le Président louvoie en déployant son art de la synthèse entre pseudo-réformateurs et vrais frondeurs, au gré des sondages, dans la perspective d'une hypothétique réélection et au mépris de l'intérêt de la France.

Alors la voix de la France s'éteint peu à peu en Europe et dans le monde, car on l'assimile à celle d'un emprunteur compulsif vivant au-dessus de ses moyens en faisant payer la facture à ses propres enfants.

Elle s'enfoncé inexorablement, les pieds pris dans les sables mouvants de la stagnation, du chômage et de la dette. Et pourtant les responsables ne donnent pas l'alerte ! Est-ce qu'ils ne mesurent pas la souffrance, l'exaspération des Français ? Est-ce qu'ils se mentent à eux-mêmes ? Est-ce qu'ils vous mentent ?

Osons le dire : la France est en train de perdre la maîtrise de son destin, sa souveraineté. Il faut agir de toute urgence pour ne pas rater le grand tournant économique du XXI^e siècle. Le réveil est essentiel. Ou bien nous le provoquerons et en serons les pilotes, ou il nous sera imposé et nous le subirons, violemment, à commencer par les jeunes et par les plus fragiles d'entre nous.

OSONS FAIRE

Oui, pour aspirer à gouverner, il faut dire la vérité. Une grande partie de notre classe politique, à gauche comme à droite, semble avoir oublié ce principe. Mais le constat ne suffit pas. Pour changer, il faut agir avec détermination et courage. Il ne s'agit plus de dissenter sur ce qu'il faudrait faire pour ensuite céder aux intérêts corporatistes ou particuliers, mais de faire ensemble ce qui est nécessaire, sans fléchir, sans faiblir.

Osons reprendre en main notre destin.

La France peut se réformer. Ne croyez pas les déclinistes et les populistes de l'extrême droite comme de l'extrême gauche : la France a tous les atouts pour réussir et pour redevenir une nation de premier rang dans une Europe forte et dans une économie globale. Il ne sert à rien de blâmer la mondialisation ou l'Europe : nous sommes responsables de nos propres problèmes. Réussir ne dépend que de nous. Il faut ensemble mobiliser nos énergies pour faire la France de demain en réinventant notre modèle économique et social. Il n'y a pas de fatalité au déclin de la France.

C'est en nous retroussant tous les manches et en nous attaquant à nos pesanteurs et à nos faiblesses que nous retrouverons ensemble la maîtrise de notre destin, la croissance, l'emploi et notre place en Europe et dans le monde.

Faisons confiance à tous ceux dont les immobilistes de gauche se méfient : les jeunes, les auto-entrepreneurs, les artisans, les commerçants, les exploitants agricoles, les pionniers du numérique, les investisseurs, les épargnants, les chefs d'entreprise !

Réanimer notre économie est la première des tâches à accomplir. Rien n'est possible sans une économie saine et dynamique. Aucun modèle social ne peut être viable s'il n'est pas financé. C'est la première étape urgente et indispensable pour que la France renoue avec son destin et devienne la première puissance d'Europe.

Il y a ceux que la liberté effraie. Pas moi, pas vous.

Libérons l'économie de ses fers et donnons de l'oxygène aux acteurs économiques, car ce n'est pas l'Etat qui fait l'économie ; c'est vous. En pariant sur la responsabilité individuelle, libérons la société tout entière :

***Réanimer
notre économie
est la première
des tâches
à accomplir***

- libérons l'éducation de la rhétorique égalitaire ;
- libérons le code du travail de l'amoncellement des normes ;
- libérons les jeunes de la longue peine du chômage ;
- libérons-nous de nos peurs et assumons une politique rationnelle de l'immigration dans le respect de nos valeurs.

Pour réussir, il faudra agir immédiatement et résolument contre les tabous, car devant nous se dresseront les murailles du politiquement correct. Il faudra bousculer les idéologies conservatrices, les corps intermédiaires, les avantages acquis, les intérêts particuliers, les technocrates, la défense obsessionnelle des corporations dont la gauche a fait sa croisade. Il faudra privilégier la réussite, le mérite et le talent.

Et nous le ferons en étant attentifs et solidaires des plus fragiles dans un esprit de responsabilité et d'équité : en assumant le devoir de solidarité de la Nation envers les plus démunis et en récompensant l'effort et le travail, quelle que soit la situation de chacun.



TOUT COMMENCE MAINTENANT, AVEC LA PRIMAIRE

On voudrait vous faire croire que la primaire est déjà jouée, que les sondages et votre vote, c'est la même chose. Ne le croyez pas. La primaire sera la première étape de la reprise en main de votre destin. Vous ne vous laisserez pas confisquer cette échéance démocratique.

Je me suis battu pour qu'elle ait lieu face à ceux qui voulaient l'éviter et escamoter le débat. Depuis le premier jour, je vous ai dit que je serai candidat et je m'y suis préparé. Je ne le fais pas par ambition personnelle mais par conviction et avec enthousiasme, pour faire ce qui est nécessaire pour notre pays en mettant mon expérience et ma détermination au service de notre ambition collective.

On vous dit qu'on peut gagner sans programme. On me dit qu'on ne peut pas gagner en disant la vérité, que tout cela sent trop le sang, la sueur et les larmes. Mais le sang, la sueur et les larmes c'est maintenant ! Vous voulez que cela change et vous savez les efforts qu'il faudra consentir, pour vous, pour vos enfants.

Vous méritez ce débat sur le fond pour décider comment sortir notre pays du marasme. Vous saisissez cette opportunité. Portez-la haut et fort, faites-vous entendre. Certains invoquent le débat de fond mais l'esquivent dès qu'il se présente.

Moi au contraire, je pense que vous méritez un vrai débat : projet contre projet, mesure contre mesure.

Il n'y a pas d'homme providentiel. Pour rendre à la France la maîtrise de son destin, il faut un projet de société et un programme de réformes à la hauteur des défis qu'elle affronte. Et il faut qu'une majorité de Françaises et de Français soutienne ce projet. Il faut un Président et un Gouvernement courageux qui s'engagent à le mener à bien. Cela passe par deux étapes : la primaire de 2016 et la présidentielle de 2017.

*La primaire
sera la première
étape de la
reprise en main
de votre destin*

Je vous présente ici la première ébauche de mon projet, notre projet. Il n'est pas destiné à être dit, mais à être fait. J'y travaille d'arrache-pied depuis plus de deux ans avec plus de deux cents contributeurs bénévoles : citoyens, membres de la société civile, experts, parlementaires, fonctionnaires. Nous y avons travaillé ensemble, vous y avez fortement contribué. Nous continuerons à y travailler d'ici à la primaire. Vous pourrez ainsi vous prononcer en novembre 2016 sur un projet de société complet, cohérent, qui réponde à vos aspirations.

Il y a ceux qui parlent et tergiversent et il y a ceux qui agissent, sans faiblir.

J'ai vu les conséquences de l'hésitation et des demi-mesures. Comptez sur mon expérience et sur mon endurance : j'irai jusqu'au bout des réformes décisives, pas comme ceux qui déclament la réforme et une fois parlé ont l'impression qu'ils l'ont faite ; ceux-là trahissent leur promesse de réformer. La France demande et mérite des réformes de fond, courageuses, ambitieuses :

- pas la réforme du slogan : vous devez en voir les résultats concrets dans votre vie de tous les jours : baisse du chômage, simplification des procédures, amélioration de la sécurité, recentrage des programmes scolaires, regroupement des aides sociales, baisse des charges et des prélèvements.
- pas la réforme timide de ceux qui hésitent, reculent et finissent par renoncer parce que des mécontents sont descendus dans la rue.

En travestissant la réalité, en retardant toujours les réformes indispensables, le système politique et médiatique a fui ses responsabilités depuis de trop nombreuses années. C'est ce qui a conduit le pays là où il est aujourd'hui. C'est avec cela que je veux rompre : il n'y a pas de fatalité au déclin, nous partageons tous la responsabilité de notre destin.

La primaire vous donne l'occasion d'un débat de fond, pour choisir ce qu'il faut pour la France.

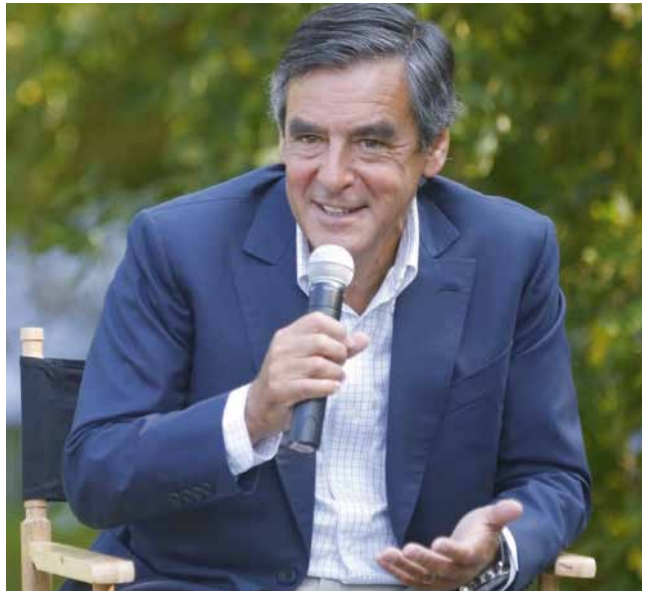
Les citoyens doivent voter en connaissance de cause, en sachant quelles sont les réformes que le Président qu'ils auront choisi mettra en œuvre. Ce programme que je propose est le vôtre. Ces mesures, je les assume toutes, parce que chacune d'entre elles bouscule un avantage acquis, une mauvaise habitude, un fief. Il a pour objectif de rénover notre modèle économique et social et l'adapter à la réalité du monde tel qu'il est aujourd'hui.

Faites-vous les porte-parole du peuple de France qui veut renouer avec son destin. Condamnez les politiques qui tergiversent, ceux qui tiennent un discours défaitiste, les marchands d'illusions.

Nous avons un programme de réformes, la volonté, l'expérience et l'endurance nécessaires pour le mettre en œuvre.

Ce qui nous unit, avant tout, nous républicains de la droite et du centre c'est la conviction que la France a encore un destin pour peu que nous nous donnions la peine de le forger, tous ensemble.

Nous voulons assumer cette responsabilité. Les primaires sont une chance unique qui vous est donnée d'infléchir le cours de l'histoire, de redonner à la France confiance en ses valeurs, en ses forces productives, en ses jeunes, en elle-même.



NOS PRIORITÉS, MES ENGAGEMENTS ET MA MÉTHODE POUR RÉFORMER

La France que vous voulez est une France dynamique et prospère reposant sur une économie compétitive et dans laquelle chacun peut réaliser ses ambitions, à la hauteur de ses talents et de ses efforts. Une France qui donne sa chance à chacun par l'éducation et par l'accès au travail. Une France dans laquelle les citoyens sont libres d'agir et d'entreprendre et où le goût de l'effort, la responsabilité et le mérite sont reconnus.

Une France qui prend soin des plus fragiles en alliant solidarité et équité. Une France qui gère ses finances publiques de façon responsable et qui ne fait pas porter à ses enfants une dette abyssale qui hypothèque leur avenir. Une France reconnue en Europe et dans le monde pour ses valeurs et son dynamisme.

Il faut libérer l'économie des carcans qui l'étouffent pour regagner en compétitivité, en innovation, en emploi, en croissance et redonner aux Français des gains de pouvoir d'achat dont ils sont privés depuis 2008. Il faut moderniser notre économie en nous appuyant sur le numérique qui est maintenant présent dans tous les secteurs d'activité, toutes les fonctions de l'entreprise, tous les marchés et pour lequel la France a des talents d'envergure mondiale.

Il faut nous appuyer sur nos atouts pour tirer tous les bénéfices de la transition énergétique qui n'est pas seulement un impératif pour l'avenir de notre planète mais aussi une formidable opportunité pour notre industrie dans des domaines où la France a des compétences reconnues et la capacité d'innover.

Il faut nous appuyer sur notre agriculture qui a la capacité à fournir des produits de grande qualité demandés par les consommateurs, et à exporter.

Pour y parvenir, il faut réorienter la sphère publique (Etat, collectivités territoriales et hôpital public) qui depuis 30 ans a étendu son emprise mais a perdu en efficacité.

Il faut rompre avec ce cercle vicieux qui plombe les finances publiques et notre économie toute entière. La sphère publique doit se concentrer sur les missions que le secteur privé ne peut assumer.

Cela permettra de reconcentrer les moyens publics sur les grandes politiques régaliennes (sécurité, justice, défense, immigration, solidarité) qui correspondent à des attentes fortes de votre part. S'agissant de l'immigration, il est essentiel d'affirmer que la France ne retrouvera la maîtrise de ses flux migratoires que si elle rompt avec la politique de l'Etat providence.

Cette réorientation est une révolution, elle prendra du temps ; il faut l'assumer car elle seule permettra une baisse résolue de la dépense publique qui étouffe notre économie. La baisse de la dépense publique n'est pas une fin en soi, elle est un moyen au service d'un projet de société. L'essentiel en 2017 est de s'engager dans la bonne direction, résolument, dès le début du quinquennat. La France peut espérer devenir la première puissance en Europe, mais elle ne peut nourrir cette ambition que si elle fait cette révolution.

Il faut rénover de fond en comble notre logiciel hérité des Trente glorieuses et l'adapter au monde actuel

Nos cinq priorités pour renouer avec le destin de la France

Ce manifeste décrit les cinq priorités que je vous propose pour sortir la France du coma artificiel dans lequel elle a été plongée et renouer avec son destin. N'y cherchez pas un catalogue de promesses trompeuses et éphémères, elles demanderont des efforts de la part de chacun, le résultat est à ce prix.

- 1. Libérer l'économie et l'emploi de leurs carcans.**
- 2. Refocaliser l'action de la sphère publique.**
- 3. Investir dans notre avenir.**
- 4. Rassembler les Français dans l'unité et la sécurité républicaines.**
- 5. Nous affirmer comme leader européen.**

Il y a urgence à les mettre en œuvre. Le bon sens exige des actions décisives et profondes, qui tracent la route du changement. Il faut rénover de fond en comble notre logiciel hérité des Trente glorieuses et l'adapter au monde actuel. La volonté, l'effort, l'endurance seront indispensables pour briser les carcans qui enserrant l'économie, poser les fondements de la croissance, rénover notre modèle social, relever la tête et reprendre en main notre destin. La liste des mesures présentées ici pour chacune de ces priorités n'est pas exhaustive mais indique clairement et concrètement les directions que je propose, pour que vous puissiez juger et choisir.

Mes engagements pour mettre en œuvre nos priorités

Toutes les mesures que je propose répondent à un double impératif : 1/ Elles seront financées et n'aggraveront pas la dette. 2/ Elles auront un impact concret sur votre vie, dans vos foyers, dans votre travail.

- **Engagement de soutenabilité budgétaire** : quand l'Etat s'endette, il endette votre famille et hypothèque l'avenir de vos enfants, sans leur demander leur avis. La richesse d'un pays s'hérite, la dette aussi... En 2015, la dette de la France dépassera les 98% du PIB, soit plus de 2000 milliards d'euros ; elle pèse déjà plus de 31 000 euros sur les épaules de chaque Français ; la charge de la dette coûte chaque année 45 milliards d'euros au budget de l'Etat et la France s'endette de 2 000 euros supplémentaires chaque seconde. Le recul historique de ses coûts d'emprunts met paradoxalement la France dans une situation de fragilité. Une remontée des taux, probable à terme, sera désastreuse. Une simple hausse d'un point coûterait 5 milliards d'euros. La première des responsabilités est donc la soutenabilité budgétaire de toutes les mesures, sans exceptions, puis la diminution de notre dette. Celles qui nécessitent des dépenses auront pour contrepartie des économies. Je ne transigerai pas sur cet engagement :
 - ▶ Aucun budget ne sera voté s'il creuse encore le déficit, car creuser le déficit, c'est creuser la tombe de notre souveraineté.
 - ▶ Les mesures fiscales seront votées exclusivement dans la loi de finance et la loi de financement de la sécurité sociale pour que le Gouvernement et le Parlement ne puissent modifier notre fiscalité sans vision d'ensemble.
 - ▶ L'équilibre budgétaire sera atteint d'ici à 2022 et nous pourrons graduellement engager le remboursement de la dette et la baisse des prélèvements obligatoires dès que des résultats tangibles seront obtenus.

- **Engagement de proximité, des mesures pour vous** : ce que vous attendez, ce sont des mesures qui amélioreront votre vie de tous les jours. Alors, au moment de choisir, posez-vous cette question : quel programme améliorera les choses au cœur même de votre foyer, pour votre famille, votre épargne, votre logement, votre travail, l'éducation de vos enfants ? J'écarterai systématiquement toutes les mesures qui n'auraient pas d'effets réels sur votre quotidien. Je m'y engage :
 - ▷ Vous retrouvez la responsabilité de l'action.
 - ▷ Vous donnez mandat au Président pour mener les tâches qui s'imposent.
 - ▷ Vous contrôlez la mise en œuvre : feuille de route des ministres, agenda précis des réformes, évaluation des résultats.
 - ▷ Vous en percevez les résultats directement dans votre quotidien : travail, éducation, démarches administratives, sécurité.

Ma méthode pour réformer la France, avec vous

En 2017, la France ne pourra pas se donner le luxe d'une pause estivale ou d'un pseudo état de grâce. Avec l'élection présidentielle, le peuple aura donné mandat pour agir. Il serait dramatique de le décevoir une fois de plus.

Il n'y a pas de temps à perdre : dès le lendemain de la primaire, je présenterai une équipe soudée, déterminée et prête à l'action qui constituera la colonne vertébrale d'un futur Gouvernement. Être ministre n'est pas une récompense pour service rendu mais une responsabilité opérationnelle qui exige des compétences, du courage et un engagement total. Cette équipe devra préparer les principales réformes afin qu'elles puissent être enclenchées sans délai.

Les trois ou quatre mois qui suivent l'élection présidentielle sont un moment décisif pour les réformes de fond. Il ne faut pas gâcher cette occasion. Dès le lendemain de l'élection, les Français jugeront de la volonté de réforme. Les institutions de la Ve République donnent au Président les moyens de réformer le pays.

Je ne me défausserai pas et les 100 jours suivant l'élection seront tout entiers consacrés aux réformes de fond. Nous prendrons la TGV des réformes structurelles et nous remettrons le pays en marche. Les parlementaires ne prendront pas de vacances. Ils siègeront l'été en session extraordinaire pour adopter les grandes réformes et en particulier les principales lois pour réanimer l'économie.

Au-delà du projet de société et du programme de réformes sur lequel vous vous serez prononcés lors de la présidentielle, je continuerai à vous donner la parole. Pour cela, j'organiserai un référendum sur les réformes décisives : règle d'or budgétaire, politique migratoire, organisation territoriale, principe de responsabilité, comme clé de voûte de l'action publique.

Dès la désignation du Gouvernement, des objectifs et une feuille de route claire seront communiqués à chaque ministre et à chaque administration afin de garantir la mise en œuvre des réformes nécessaires.

Ces objectifs et les prévisions budgétaires trisannuelles seront rendus publics. Tout au long du quinquennat, la progression vers ces objectifs sera communiquée pour que vous puissiez juger des progrès accomplis.

L'efficacité des politiques publiques sera mesurée et des actions correctrices seront mises en œuvre lorsque ce sera nécessaire.



1 LIBÉRER L'ÉCONOMIE ET L'EMPLOI DE LEURS CARCANS

Une économie moderne et compétitive

Rien ne sera possible tant que nous n'aurons pas réanimé notre économie. C'est un préalable à toute action en profondeur de réforme du pays. Cela passe par une adaptation de notre tissu économique et de nos compétences à la réalité d'une économie digitale et mondialisée.

Il faut faire confiance aux acteurs. Sur le terrain, dans les usines, les commerces, les ateliers, les exploitations, vous me le dites : laissez-nous travailler, laissez-nous produire, laissez-nous innover !

Notre économie est sinistrée par la crise mondiale et bridée par les dérives budgétaires qui ont porté la dépense publique à plus de 57 % du PIB. Il y a urgence à agir. Pour cela il faut baisser drastiquement les dépenses publiques pour regagner des marges de manœuvre financières et appliquer une thérapie de choc pour la compétitivité, l'emploi et l'innovation.

*Il faut baisser
drastiquement
la dépense
publique pour
regagner des
marges de
manœuvre
pour la
compétitivité,
l'emploi et
l'innovation*

Baisser la dépense publique

Depuis 30 ans, nous avons laissé dériver la dépense publique dont le poids est devenu insupportable. Pour financer cette dépense dont nous n'avons pas les moyens, les charges ont été augmentées à un niveau désormais dissuasif qui aggrave le chômage. Le déficit dépasse les 4% du PIB. Pour financer cette dépense publique excessive, le Gouvernement a recours à l'impôt et à l'endettement : les prélèvements obligatoires ont atteint le niveau record et la dette s'approche inexorablement du cap des 100% du PIB. Nous assistons à un véritable rejet des prélèvements fiscaux qui sape le fondement même de notre pacte républicain.

- ▶ **Réduire les dépenses publiques** de 110 milliards d'euros sur la durée du quinquennat. Cela permettra de commencer à réduire la dette et les prélèvements obligatoires sur les ménages. Mais ne nous mentons pas, il faut d'abord réduire la dépense publique avant de réduire les impôts, sinon cela reviendrait à creuser encore plus le gouffre de la dette.

Les dépenses sociales représentent plus de la moitié des dépenses publiques, les retraites constituant le poste le plus important. Pour garantir l'équilibre des régimes sociaux et en assurer la pérennité, je propose de :

- ▶ **Mettre en place une prestation sociale unique** plus efficace et plus juste, modulée en fonction de chaque situation individuelle. L'objectif est de mieux cibler les aides sur les plus fragiles en regroupant et simplifiant les minima sociaux, tout en renforçant l'incitation à la reprise d'activité et en réduisant les fraudes.
- ▶ **Reporter l'âge légal de la retraite à 65 ans.** Qui pense encore que la retraite ne doit pas passer à 65 ans, sans vous mentir, sans se mentir ? Par la suite, prendre en compte l'évolution de l'espérance de vie dans l'ajustement progressif de l'âge légal de départ en retraite.

- ▶ **Harmoniser les régimes de retraite du public (régimes spéciaux) et du privé** dans un souci d'équité.
- ▶ **Mettre en place un étage de retraites par capitalisation** pour apporter un complément au système par répartition.
- ▶ **Améliorer l'efficacité et l'équité de l'indemnisation chômage** pour le retour à l'emploi en plafonnant les allocations à un taux de remplacement de 75 %, en introduisant une dose de dégressivité, en engageant une réforme en profondeur de la formation professionnelle pour assurer l'orientation des demandeurs d'emplois vers les filières offrant de réelles opportunités et en rendant efficaces les sanctions pour insuffisance de recherche d'emploi.
- ▶ **Réformer notre système de santé** pour en garantir la qualité et le financement dans la durée, en faisant jouer la complémentarité entre médecine libérale et médecine hospitalière.



Appliquer une thérapie de choc pour la compétitivité

Il faut engager les réformes structurelles dont le pays a besoin pour relever le défi de la compétitivité, moteur de la croissance et de l'emploi.

- ▶ **Inciter le secteur marchand à passer à 39 heures de temps de travail hebdomadaire** par le biais d'accords d'entreprises définissant le temps de travail (pour les TPE, les accords seront négociés au niveau de la branche), l'accord collectif s'imposant au contrat de travail et la loi ne faisant référence qu'à la durée maximum du travail en vigueur en Europe (48 heures).
- ▶ **Baisser de 50 milliards d'euros les charges pesant sur les entreprises et sur l'investissement**, en donnant la priorité à la baisse des prélèvements pesant sur le coût du travail. Cette réduction des prélèvements sera financée par une hausse de 3,5% des deux taux supérieurs de TVA, sans toucher au taux de base qui s'applique aux produits de première nécessité et par la réduction des dépenses publiques.
- ▶ **Supprimer 15 milliards d'euros de taxes multiples qui pèsent sur la masse salariale** (cotisations FNAL, versement transport, taxes CNSA, taxe sur les véhicules de tourisme, contribution apprentissage).
- ▶ **Restaurer notre attractivité en réduisant le taux de l'impôt sur les sociétés** et en élargissant son assiette de façon à nous aligner sur les pays européens comparables.
- ▶ **Renforcer l'actionnariat salarié**, ainsi que la politique de participation et d'intéressement, à la fois dans les grandes entreprises et dans les PME. Cela ouvrira une alternative à la hausse salariale. Pour les PME, on étudiera la fusion de l'intéressement et de la participation ainsi qu'une garantie de liquidité des plans d'épargne salariale via la BPI.
- ▶ **Supprimer l'ISF** qui fait fuir les capitaux et fragilise le capital des entreprises.
- ▶ **Supprimer l'encadrement des loyers** qui a un effet pervers sur le secteur de la construction et limite l'offre, ce qui rend difficile l'accès au logement et provoque un renchérissement des loyers.
- ▶ **Garantir la stabilité en matière fiscale** pour rendre la politique de prélèvement de nouveau prévisible pour les contribuables, particuliers comme entreprises. Cet engagement garantira le maintien pendant 5 ans des mesures adoptées au début de la mandature et exclura toute rétroactivité des règles fiscales.

Accroître la flexibilité du marché du travail

La surprotection crée des rigidités et tue l'emploi. Les chefs d'entreprise hésitent aujourd'hui à embaucher de peur de ne pas pouvoir s'adapter en cas de retournement du marché.

- ▶ **Recentrer le code du travail** sur les normes sociales fondamentales, qui ne représentent qu'environ 150 pages sur 3 400. Ce sont des points sur lesquels les salariés doivent être protégés sans discussion possible. Tout le reste doit être renvoyé à la négociation au niveau de l'entreprise ou des branches.
- ▶ **Mettre en place un contrat de travail unique** aux contraintes assouplies et dans lequel les droits des salariés augmentent au fur et à mesure de l'ancienneté,

comme le préconise le prix Nobel d'économie Jean Tirole.

- ▶ **Introduire le motif de réorganisation** de l'entreprise dans les procédures de licenciement collectif pour faciliter l'adaptation des entreprises à leur contexte concurrentiel.
- ▶ **Relever les seuils sociaux** de 10 à 50 et de 50 à 100 salariés de façon à favoriser le développement des petites entreprises et l'embauche.

Soutenir l'innovation

La seule façon de maintenir notre compétitivité est d'innover. La France dispose déjà de dispositifs dans ce domaine dont il faut renforcer l'efficacité.

- ▶ **Accroître l'efficacité du crédit impôt recherche** en mesurant son impact pour le cibler sur des innovations génératrices de compétitivité et en le fusionnant avec le crédit impôt innovation.
- ▶ **Renforcer la capacité offerte aux universités de valoriser la recherche** : création d'entreprises, agences de valorisation.
- ▶ **Encourager le développement de pôles de compétitivité de taille critique** par des groupements et des alliances avec d'autres pôles européens ou mondiaux.

Mettre le turbo sur le numérique

Le numérique est appelé à jouer un rôle majeur dans des domaines aussi stratégiques que l'enseignement, la santé, l'administration publique et la politique industrielle. La France ne peut se permettre d'être à la traîne alors même que les talents français dans ce domaine sont reconnus et recherchés dans le monde entier. Il faut donc favoriser le développement de nos entreprises dans ce domaine crucial pour la compétitivité et assurer la formation des plus jeunes à qui le numérique fournira des opportunités d'emploi.

- ▶ **Développer le capital-risque** en orientant une partie de l'épargne (assurance-vie notamment) vers des fonds spécialisés dans l'innovation.



- ▶ **Accroître la part de la commande publique accordée aux PME dans le domaine du numérique.** A l'instar du Small Business Act américain, donner aux PME et aux start-ups françaises innovantes le poids qu'elles méritent dans les commandes de l'Etat, comme dans celles des collectivités territoriales.
- ▶ **Mettre en place un agenda européen pour l'équité de traitement fiscal entre les majors américaines et les entreprises européennes.** En effet, il existe en France une inégalité inacceptable de traitement fiscal entre les géants mondiaux de l'Internet et nos PME dans le secteur du numérique.
- ▶ **Instaurer un CAPES informatique** pour permettre l'accès du plus grand nombre à ces compétences.
- ▶ **Lutter contre l'exclusion numérique** en passant des lignes cuivre à la généralisation du Très Haut Débit.



Renforcer le financement de l'économie

L'adaptation de l'économie aux réalités de la mondialisation demande des capitaux. Le rôle de l'Etat est de créer des conditions favorables à l'investissement, en particulier pour les petites et moyennes entreprises qui jouent un rôle crucial pour la croissance et l'emploi.

- ▶ **Refondre la fiscalité du capital** afin de réorienter l'épargne vers l'investissement productif.
- ▶ **Renforcer les dispositifs incitatifs à l'investissement direct dans les PME** selon des modalités utilisées avec succès dans d'autres pays européens.

C'est en remettant l'économie sur les rails de la croissance et de l'emploi que vous pourrez enfin constater des bénéfices concrets dans votre vie quotidienne : augmentation du pouvoir d'achat, baisse des prélèvements.

Ces efforts importants que chacun devra consentir demandent un engagement solidaire de chaque Français. Il nous faudra conduire ces réformes en veillant à ne pas abandonner les plus démunis qui sont déjà fortement éprouvés par la crise.



2 REFOCALISER L'ACTION DE LA SPHÈRE PUBLIQUE

Un Etat et des collectivités territoriales focalisés et efficaces

Pour mettre en œuvre les réformes décisives, il ne faudra pas perdre une seule seconde et il faudra nous donner les moyens d'agir en imposant un rythme du changement dès l'élection présidentielle. Cela passera par la mobilisation de l'Etat, des collectivités publiques et leurs agents au service du changement.

Nous donner les moyens d'agir

Je crois profondément que ce sont les citoyens qui font la France et non l'Etat. C'est pour cela que je ferai appel à vous par référendum dès septembre 2017 pour mettre en œuvre quatre changements constitutionnels décisifs :

- ▶ **Inscrire dans la Constitution la règle d'or** de l'équilibre des finances publiques y compris les finances sociales ;
- ▶ **Mettre en place une politique d'immigration par quotas** votés annuellement par le Parlement ;
- ▶ **Engager la simplification de l'organisation du territoire** autour de deux niveaux d'administration ;
- ▶ **Passer du principe de précaution au principe de responsabilité** pour libérer les énergies créatrices et l'innovation dont la France a besoin et dont elle a le talent.

Il faut mobiliser l'Etat, les collectivités publiques et leurs agents au service du changement.

Mobiliser la fonction publique

Les Français exigent de l'Etat qu'il soit efficace. Ils veulent un Etat qui sert et non un Etat qui se sert. Cette exigence s'applique également aux collectivités territoriales. Vous êtes les usagers, mais vous êtes aussi les payeurs des services publics et vous avez le droit d'exiger un juste retour.

Les mesures que je propose visent à mobiliser l'Etat, les collectivités publiques et leurs agents au service des réformes.

- ▶ **Augmenter le temps de travail dans les trois fonctions publiques (Etat, territoriale, hospitalière) de 35 à 39 heures.** Ce passage de 35 à 39 heures pour les 5,5 millions de fonctionnaires, représente un gain de temps de travail d'environ 10% soit l'équivalent de 600.000 postes. Ce potentiel d'économie sera utilisé pour réduire progressivement, en tenant compte du rythme des départs en retraite, le poids des fonctions publiques, nous rapprochant ainsi de nos principaux partenaires européens. L'objectif est bien une baisse de 10 % du nombre des fonctionnaires.
- ▶ **Rétablir le jour de carence**, dans un souci d'équité avec le secteur privé.
- ▶ **Revoir les automatismes de déroulement des carrières**, en récompensant le mérite tout en réaffectant à une revalorisation salariale une partie des économies réalisées.



Renforcer l'efficacité des collectivités territoriales, au service des citoyens

Les collectivités territoriales concentrent environ 20% de la dépense publique. Elles joueront un rôle clé pour la mise en œuvre des réformes et pour la maîtrise des finances. Leur nombre sera réduit et leur relation avec l'Etat assainie en donnant des libertés nouvelles aux collectivités et aux élus qui les gèrent.

- ▶ **Mettre en œuvre la réduction du millefeuille territorial autour de 2 grands niveaux** - commune et communautés de communes, départements et régions- en clarifiant le partage des compétences avec l'Etat. Cette réforme sera engagée dès le début du quinquennat et sera progressivement mise en œuvre. Elle aboutira à une réduction du nombre de parlementaires qui disposeront de plus de moyens pour mieux œuvrer à votre service.
- ▶ **Alléger l'ensemble des normes** que le législateur a imposées, dans le plus grand désordre, aux collectivités depuis plus de vingt ans, avec suppression systématique et immédiate des normes obsolètes.

- ▶ **Donner aux élus une réelle autonomie de gestion** en recentrant les lois sur les objectifs à atteindre afin de mettre un terme à la pratique française de décentralisation qui veut que l'Etat transfère des compétences aux collectivités territoriales, mais qu'il continue à définir dans le moindre détail les modalités d'exercice des compétences transférées. Cela vous donnera accès à des services publics de proximité plus efficaces.
- ▶ **Transférer, chaque fois que nécessaire pour l'efficacité des réformes, de nouvelles responsabilités avec leurs moyens aux collectivités territoriales.** Par exemple, transférer aux régions la distribution de la prestation sociale unique et le pilotage de l'enseignement professionnel.
- ▶ **Maîtriser les dépenses des collectivités territoriales** en limitant leur possibilité d'augmenter les impôts locaux (taxe d'habitation et taxe foncière) et en encadrant leurs effectifs, notamment par la fixation d'un plafond de remplacement des départs en retraite.



3 INVESTIR DANS NOTRE AVENIR

Une jeunesse ayant les moyens de réussir, pas une génération sacrifiée

L'avenir d'un pays réside dans sa jeunesse. La politique familiale a permis à la France d'avoir une démographie plus dynamique que d'autres pays comme l'Allemagne. C'est une force. Encore faut-il offrir à tous nos jeunes des perspectives. Condamner des millions de jeunes à l'inactivité en ne mobilisant pas l'ensemble de nos forces, c'est moralement inacceptable. Pour sortir de cette situation qui compromet l'avenir de nos enfants et donc de la Nation, il faut impérativement recentrer l'éducation sur son objectif premier : l'apprentissage des fondamentaux et l'accompagnement des jeunes vers le marché du travail afin qu'il puissent avoir la chance de réussir à la mesure de leurs talents et de leurs efforts.

À force de réformes molles, d'objectifs de plus en plus angéliques, de nivellement de tout ce qui dépasse, l'éducation a perdu son cap. Il faut lui donner les moyens de doter les jeunes d'un solide socle de fondamentaux : lire, écrire, compter et de les préparer à la vie professionnelle. Qu'on mesure le ridicule du dogme des deux mondes séparés, étanches et méfiants l'un envers l'autre que seraient celui de l'éducation et celui du monde professionnel !

L'action du Gouvernement de gauche depuis trois ans se caractérise par un grand bond en arrière : réforme imposée des rythmes scolaires, remise en cause de l'aide individualisée à l'école, des évaluations et des notes des élèves, des internats d'excellence, diminution de la place des savoirs fondamentaux au collège... tout cela en dépensant plus.

Résultat : un jeune Français sur cinq quitte chaque année le système scolaire sans diplôme ni qualification (soit 140 000 jeunes par an), si bien que près de 2 millions de jeunes de 15 à 29 ans ne sont aujourd'hui ni scolarisés, ni en emploi, ni en formation.

De quel droit condamnons-nous les jeunes à une vie sans travail ?

Pour que notre pays soit performant, il doit avoir un système éducatif basé sur les valeurs d'excellence et de mérite, à contre-courant de l'égalitarisme promu par la gauche. Il faut que le métier d'enseignant soit respecté et valorisé. Un recentrage sur un véritable objectif qualitatif est nécessaire.

Il faut recentrer l'éducation sur l'apprentissage des fondamentaux et l'accompagnement des jeunes vers le marché du travail

Recentrer les programmes scolaires sur les fondamentaux

- ▶ **A l'école** : avancer la scolarité obligatoire à 5 ans (au lieu de 6 ans) afin de donner aux élèves de l'école primaire une année supplémentaire d'apprentissage de la lecture, consacrer les trois quarts du temps de classe à l'apprentissage de la lecture, de l'écriture, du calcul, des grands personnages et des grandes dates de l'histoire de France. Mettre fin à l'interdiction des devoirs à l'école élémentaire (devoirs faits à la maison, possibilité de les faire à l'école pour ceux qui le souhaitent).
- ▶ **Au collège** : approfondir les savoirs fondamentaux en abolissant la notion de cycle et en organisant en quatre ans un apprentissage méthodique des niveaux de connaissance.

- ▶ **Au lycée** : permettre à chaque élève de se consacrer en première et terminale à ses matières dominantes afin de mieux réussir son entrée dans l'enseignement supérieur. Allonger le temps scolaire pour terminer les programmes : faire passer les examens du brevet et du baccalauréat début juillet.
- ▶ **Revaloriser le baccalauréat** : 4 épreuves, une en français et trois dans les dominantes de la série, les autres disciplines étant notées en contrôle continu. Le nivellement par le bas est le contraire de l'équité et des idéaux de la promotion culturelle et sociale. Que vaut un diplôme avec un taux de réussite de 90 % ?

Ouvrir l'enseignement sur le monde économique

- ▶ **Instaurer au collège trois semaines de découverte de métiers**, dont deux de métiers accessibles par l'apprentissage.
- ▶ **Renforcer l'étude des langues étrangères** et de l'anglais en particulier.

Faire le pari de l'autonomie pour les écoles, les collèges et les lycées

- ▶ **Donner aux directeurs d'école de réels pouvoirs** d'animation, d'encadrement et de promotion des enseignants.
- ▶ **Donner aux chefs d'établissement du second degré les moyens de constituer et de gérer** l'équipe de professeurs, depuis leur recrutement jusqu'à leur évaluation et leur promotion.

Mieux former, mieux motiver les enseignants

- ▶ **Revaloriser les traitements**, en maîtrisant les effectifs, en développant la part "au mérite" dans la rémunération et en incitant à la polyvalence (enseignement de deux disciplines dans le secondaire)
- ▶ **Inscrire l'accompagnement des élèves et des jeunes professeurs dans les missions du professeur** en augmentant progressivement le temps de présence dans l'établissement.

Réaffirmer la discipline

- ▶ **Rétablir au collège la note de vie scolaire** supprimée par le gouvernement socialiste : respect des règles, assiduité, politesse, prise de responsabilité.
- ▶ **Demander aux conseils d'administration des établissements de se prononcer sur l'obligation de l'uniforme** pour les élèves.

Faire de l'alternance et de l'apprentissage la voie privilégiée d'accès à l'emploi

Pour les jeunes, il faut faire ce qui marche et ce qui marche pour l'emploi des jeunes, c'est l'alternance, du CAP à l'enseignement supérieur. 70 % des apprentis trouvent un emploi durable à la fin de leur formation. Ainsi, l'Allemagne compte 1,5 millions d'apprentis, soit trois fois plus que la France et un taux de chômage des jeunes d'à peine 8 %, contre 20 % en France.

En France, on comptait 438 000 apprentis en 2012, mais le nombre d'entrées en apprentissage a baissé de 8 % en 2013 et de 3,2 % en 2014 : ce que la droite a fait en cinq ans, les socialistes l'ont défait en deux ans.

Aujourd'hui, même les formations dites "professionnelles" sont éloignées de la réalité de l'entreprise : parmi les jeunes ayant obtenu leur baccalauréat professionnel en 2013, seuls

12 % l'ont préparé et obtenu par la voie de l'apprentissage. Il faut systématiser l'alternance dans les formations et faire de l'apprentissage une nouvelle voie d'excellence du secondaire au supérieur.

Ceci implique une révolution dans la représentation de l'enseignement professionnel, par la revalorisation de l'entreprise, de l'atelier, du travail sur le terrain.

- ▶ **Confier aux régions, qui gèrent déjà les centres de formation d'apprentis (CFA), la gestion des lycées professionnels**, avec les moyens associés, afin qu'elles aient la pleine responsabilité du pilotage de l'apprentissage comme elles en ont la vocation.
- ▶ **Mieux préparer et orienter les jeunes vers des métiers correspondant aux besoins** des bassins d'emploi.
- ▶ **Assurer le droit d'accès à une formation jusqu'à 18 ans** complétant la scolarisation obligatoire jusqu'à 16 ans.
- ▶ **Ajuster l'enseignement dans les filières professionnelles, pour l'orienter résolument vers une meilleure employabilité** tout en respectant le socle de connaissances fondamentales : moins d'enseignements théoriques et plus de contenus préparatoires à la vie professionnelle.
- ▶ **Instituer une exonération de charges sociales pour l'embauche d'un jeune en alternance afin de favoriser l'engagement des entreprises.** La moitié des apprentis sont dans les TPE, les entreprises les plus dynamiques, mais aussi les plus fragiles.

Il ne s'agit pas de financer les mesures en faveur de l'emploi des jeunes en créant de la dette... que ces mêmes jeunes auront à leur charge dans quelques années.

Pour cet effort en faveur de la formation en alternance, je propose de supprimer les contrats aidés à destination des jeunes et de réorienter intégralement les sommes ainsi dégagées vers l'alternance. Ces contrats " d'avenir " (de fait des contrats de vrais faux fonctionnaires), ou " de génération " coûtent 1,4 milliards d'euros au budget de l'Etat et n'assurent pas l'insertion professionnelle, tout en créant des effets d'aubaine concurrençant les dispositifs d'alternance.

Les moyens économisés serviront à financer l'exonération de charges sociales pour les alternants et à les doter de moyens d'apprentissage modernes et performants (tablette numérique, enseignement et tutoriels à distance).





4 RASSEMBLER LES FRANÇAIS DANS L'UNITÉ ET LA SÉCURITÉ RÉPUBLICAINES

Une France rassemblée autour de ses valeurs, pas recroquevillée sur ses peurs

La situation économique du pays qui se dégrade, le chômage qui s'installe à son plus haut niveau historique mettent la cohésion nationale à l'épreuve.

A la veille de chaque élection, l'extrême droite attise le populisme, la gauche souffle sur les braises, alors que certains à droite font de la surenchère sur les thèses simplistes du FN.

Je sais votre exaspération croissante face à ce jeu piteux et je la partage. On veut vous faire peur, mais il faut refuser de se laisser intimider : le populisme n'est pas une fatalité. C'est en restant fidèle à nos valeurs que nous nous en sortirons.

Pour garantir notre modèle social, il faut assumer une politique de l'immigration rationnelle donnant toutes ses chances à l'intégration, restaurer le droit d'asile et garantir la sécurité des Français.

Pour garantir notre modèle social, il faut assumer une politique d'immigration rationnelle, donnant ses chances à l'intégration et assurer la sécurité des Français.

Oser une politique d'immigration responsable en nous donnant les moyens d'intégrer ceux que nous accueillons

La France ne peut pas baisser la garde en matière de contrôle des flux migratoires et c'est pourtant ce que fait le gouvernement socialiste depuis 2012.

En 2007, le nombre de titres de séjour délivrés à des étrangers originaires de pays n'appartenant pas à l'Union européenne était de l'ordre de 170 000. En 2013 et 2014, ce nombre a dépassé les 200 000.

Cela, alors que notre démographie est une des plus dynamiques d'Europe, de sorte que nous n'avons pas besoin de l'immigration pour soutenir notre croissance.

Comme le Canada, la France doit se doter d'une politique d'immigration adaptée à sa situation économique et sociale et donc à sa capacité d'accueil et d'intégration. Cette politique sera définie et mise en œuvre après la révision constitutionnelle permettant au Parlement de définir chaque année des quotas.

- ▶ **Inscrire dans la Constitution le principe selon lequel l'immigration dépend de la capacité d'accueil** et d'intégration de la France.
- ▶ **Faire fixer chaque année par le Parlement des quotas références** pour l'ensemble de l'immigration légale et utiliser dans ce cadre des statistiques d'origine.

- ▶ **Subordonner l'accès des prestations sociales à deux ans de résidence régulière en France** et réduire les aides aux nouveaux arrivants durant les deux premières années de séjour sur le territoire s'ils ne sont pas en mesure d'apporter la preuve d'un travail rémunéré.
- ▶ **Supprimer l'Aide Médicale d'Etat (AME)** et la remplacer par une dispense temporaire de frais de santé, limitée (hors mineurs) aux urgences et aux maladies graves ou contagieuses et pouvant être obtenue dans les hôpitaux publics et les établissements agréés. Pour mémoire, le coût budgétaire de l'AME qui concerne désormais près de 300 000 étrangers devrait atteindre un milliard d'euros en 2015.
- ▶ **Engager avec nos partenaires européens l'adaptation du traité de Schengen** en renforçant le contrôle des frontières extérieures (créer un corps de garde-frontières, mettre à niveau nos systèmes informatiques). Suspendre la participation des Etats qui n'assument pas leurs obligations.



Restaurer le droit d'asile

Le droit d'asile est ancré dans les valeurs de la France. Mais les dérives que nous connaissons en compromettent l'existence. En 2014, plus de 62 000 demandes d'asile ont été enregistrées en France, contre 30 000 en 2007. Or, si 80 % des demandeurs d'asile voient chaque année leur demande définitivement rejetée, seuls 5 % quittent effectivement la France.

Les autres se maintiennent clandestinement sur le territoire national dans l'espoir d'une régularisation. Cette situation met en péril le droit d'asile ainsi que nos dispositifs sociaux, notamment ceux liés à l'hébergement.

Pour préserver la viabilité de la politique du droit d'asile, il faut :

- ▶ **Limiter le délai d'instruction des demandes** à six mois maximum ;
- ▶ **Prévoir l'hébergement des demandeurs** dans des centres dédiés ;
- ▶ **Nous donner les moyens d'éloigner effectivement du territoire** les demandeurs déboutés.

Garantir la sécurité des Français, sur tout le territoire

Le sentiment d'insécurité met en danger la cohésion sociale de la France. Pour rassembler les Français dans les valeurs de la République, il faut que celle-ci leur donne le sentiment de vivre en sécurité sans avoir à craindre l'autre. Cela passe par des mesures en terme de sécurité et de justice. Je développerai ces premières pistes sur la sécurité dans les mois qui viennent.

- ▶ **Renforcer votre sécurité quotidienne** dans vos quartiers et vos immeubles, dans les transports, dans votre vie de tous les jours. Cela passe par une amélioration de l'efficacité de la gestion et par une modernisation de la Police Nationale, de la Gendarmerie et des polices municipales. Cela passe aussi par le renforcement de la prévention de la délinquance et par la primauté du droit des victimes sur celui des délinquants.
- ▶ **Renforcer la lutte contre le terrorisme** en renforçant les moyens par une loi de programmation, la coopération entre les différents services français et étrangers et le traitement judiciaire du terrorisme.
- ▶ **Donner la priorité à l'effectivité des peines** en assurant l'exécution des sanctions, en refondant le dispositif d'application des peines, en relançant un programme de construction et de modernisation de nos prisons et en refondant la justice des mineurs.



5 NOUS AFFIRMER COMME LEADER EUROPÉEN

Une France rayonnante, pas une France suiveuse

Aujourd'hui, la France est faible dans une Europe faible. Sa voix se fait de plus en plus inaudible dans un monde qui change et voit l'émergence de nouvelles puissances économiques et diplomatiques. Désormais, les pays émergents représentent 52 % de la production industrielle et 80 % des réserves de change.

Aux extrêmes, droite et gauche, les populistes critiquent l'Europe et la rendent responsable de tous nos maux. La vérité, vous le savez : c'est la France qui est responsable de ses problèmes et c'est en se réformant en profondeur qu'elle retrouvera voix au chapitre en Europe et dans le monde.

Pour cela, la France doit s'appuyer sur l'Europe, qui est un atout dont elle n'a pas toujours bénéficié au cours de son histoire. Elle doit impulser une nouvelle phase de construction d'une Europe véritablement indépendante et elle doit se donner pour objectif d'en devenir la première puissance.

Nous investir pour l'Europe

Les Français ont des raisons de douter de l'Europe : les hésitations lors de la crise grecque, la technocratie arrogante, les directives pointilleuses et absurdes, les vingt-six millions de chômeurs, la dépendance trop forte vis-à-vis des Etats-Unis pour sa sécurité mais aussi pour son économie.

J'ai voté contre le traité de Maastricht et je ne regrette rien de ce vote qui marquait ma défiance à l'égard d'un partage de notre souveraineté nationale sans garanties politiques pour piloter la monnaie unique.

Nous en avons vu les conséquences avec la crise de 2008 et les problèmes de plusieurs pays de la zone Euro, à commencer par la Grèce.

Mais, dans un monde concurrentiel de 7 milliards d'habitants, nous avons, nous les 65 millions de Français, le choix : soit nous nous battons tout seuls ; soit nous nous battons avec les 440 millions de citoyens de l'Union européenne qui demeure la première puissance économique du monde.

Plutôt que de subir la mutation technocratique de l'Union européenne, la France doit inciter à un retour au pragmatisme des origines : l'Europe du marché commun et des grandes libertés associées.

L'Europe peut redevenir un atout maître si la France parvient à lui insuffler une nouvelle dynamique :

C'est en se réformant que la France retrouvera voix au chapitre en Europe et dans le monde



- ▶ **Créer l'union politique des pays de l'Euro qui doit devenir une véritable monnaie de réserve et de règlement** : Doter la zone euro d'un gouvernement économique composé des chefs d'Etat et de gouvernement qui se réuniront chaque mois sous le contrôle des parlements. Harmoniser la fiscalité : en cinq ans, parvenir aux mêmes taux de l'impôt sur les sociétés et en dix ans à une fiscalité comparable sur les entreprises et l'investissement.
- ▶ **Au-delà de la zone euro, approfondir la coopération entre les pays qui le souhaitent**, si besoin par des accords bilatéraux, puis élargir aux autres par cercles concentriques. L'Europe des 28 ne pourra plus progresser.
- ▶ **Développer un programme européen d'investissements d'avenir ambitieux** à l'image de celui mis en place en France en 2010.
- ▶ **Redéfinir la politique européenne de l'énergie**. L'Europe doit bâtir une stratégie commune au sein de laquelle, la France, avec son atout nucléaire, doit jouer un rôle central pour relever le défi de l'indépendance énergétique et du changement climatique.
- ▶ **Inciter à la mise en réseau au niveau européen des pôles de compétitivité** et à la coordination des programmes de recherche entre les universités européennes.
- ▶ **Renforcer les coopérations militaires** entre Etats membres et créer un fonds européen qui permette de financer les opérations extérieures que notre pays assume trop souvent seul. Il faut mener un dialogue avec l'Allemagne sur l'effort de guerre pour qu'elle s'engage militairement ou financièrement.

Qui peut impulser un tel chantier ? La France agissant de concert avec l'Allemagne. Mais pas une France à genoux qui demande un nouveau report de ses engagements sur les déficits budgétaires. Car, quelle image renvoie la France aujourd'hui ? Celle d'une puissance moyenne sur le déclin. Nous Français pourrons insuffler cette nouvelle dynamique européenne avec nos partenaires Allemands lorsque nous aurons regagné notre crédibilité sur la scène européenne et mondiale, c'est à dire lorsque que nous aurons engagé de façon décisive la rénovation de notre modèle économique et social.

C'est donc en réformant notre modèle en profondeur que nous retrouverons voix au chapitre et que nous deviendrons la première puissance européenne. Nous en avons les atouts économiques, sociaux, démographiques, géographiques, et la capacité d'innovation. C'est un bel objectif que nous pouvons atteindre, si nous acceptons ensemble de relever le défi du changement.

Les cinq priorités, les engagements que je prends devant vous, la méthode de réforme que je vous propose visent à réveiller la France, en commençant par libérer l'économie, puis la société tout entière.

L'effort de réduction des dépenses publiques est le plus important que la France ait consenti dans son histoire contemporaine. La grandeur de la tâche qui nous attend tient justement à son immensité. Il va falloir du courage pour surmonter les résistances, de l'endurance, de la volonté et de la solidarité.

Pour la France, nous avons plus qu'une ambition, nous avons le devoir de servir un destin. Mais cette force de la République, il faut avoir les moyens de l'affirmer.

Nous avons rendez-vous avec notre destin, et je pense très sincèrement que c'est la dernière chance de la France pour se réformer et rester un pays qui compte réellement sur la scène internationale.

Ces cinq priorités à engager immédiatement, vous m'avez entendu depuis deux ans les décliner en plus de 250 mesures opérationnelles qui vous concernent directement. Il y en aura encore, car il faut réformer dans tous les domaines pour sortir la France de l'impasse.

Mois après mois, je continuerai d'enrichir mon programme : santé, entrepreneuriat, solidarité, sécurité, justice, ruralité, culture. Je sais que les Français attendent des propositions concrètes, claires et courageuses portées par des responsables prêts à l'action. Je vous donne rendez-vous avant les primaires pour un projet complet pour le quinquennat.

Fini le temps de la politique marketing, le temps est venu de réaffirmer nos responsabilités et de reprendre en main notre destin, dans le respect de nos valeurs.

Ce qui nous unit, avant tout, nous républicains de droite et du centre, c'est la conviction que la France a un destin et que c'est à nous qu'incombe la responsabilité de le forger.

Tout ne se fera pas en cinq ans. Mais, je vous garantis qu'emportés par l'élan de l'action au cœur du réel, libérés des dogmes, des peurs et des tabous, nous réussirons.

- **Osons dire la vérité,**
- **Osons faire les réformes,**
- **Osons libérer les énergies,**
- **Osons faire de la France le leader de l'Europe !**



www.force-republicaine.fr - Blog : www.blog-fillon.com



[@FrancoisFillon](https://twitter.com/FrancoisFillon)



<https://www.facebook.com/fillon.francois>